

Partage des ressources halieutiques et déplacement de populations

KINSHASA, 3 février 2010 (IRIN)

Les communautés ethniques rivales du nord-ouest de la République démocratique du Congo (RDC) se sont affrontées à plusieurs reprises au fil des années. Selon des observateurs, leurs plus récents affrontements concernent le partage des ressources halieutiques.

Depuis le début des affrontements entre les Lobala et les Boba à Dongo, la capitale de la province de l'Équateur, en octobre 2009, plus de 200 personnes ont trouvé la mort et 150 000 autres ont fui vers le Congo voisin.

Le conflit a été déclenché par deux attaques contre des villages Boba. Lors de l'une d'entre elles, en juillet 2009, des maisons ont été brûlées. « Les affrontements auraient pu être prévenus - ou du moins contrôlés - si la distribution des ressources d'Iwandi avait été mieux surveillée », a dit Polycarpe Nyalua, un analyste local.

Situé le long de la rivière Oubangui, qui divise les deux Congo, Iwandi est l'un des meilleurs endroits de pêche.

Selon un responsable de l'information de l'armée congolaise, un pacte aurait été signé en février 1972 pour diviser les ressources halieutiques d'Iwandi et mettre fin à ce qu'il décrit comme « la pêche illégale » des Boba. Une génération plus tard, les Boba ont annulé le pacte et interdit aux Lobala l'accès à la forêt ou aux bassins, a expliqué le responsable, qui a souhaité garder l'anonymat.

Les difficultés des Lobala ont été aggravées par le déclin dramatique de l'autre pilier de l'économie locale : l'agriculture. Dans l'ensemble du territoire de Kungu, les plantations de café, de cacao et de palmiers à huile ont été pratiquement abandonnées malgré l'augmentation de la population.



Vieille querelle

Selon le porte-parole du gouvernement de la RDC, Lambert Mende, les affrontements à Dongo sont une « résurgence contemporaine d'une querelle de clans qui remonte aux années 1940 ». « Les Lobala ont planifié et mis en œuvre cette attaque. Ils se considèrent au-dessus de la loi », a dit le député provincial Jean-Faustin Mokoma.

Comme les deux principaux étangs piscicoles se trouvent à environ 71 kilomètres de Dongo, les étangs saisonniers plus accessibles ont rapidement atteint leur capacité maximale. Il y a donc eu des accrochages pour déterminer qui a le droit d'y pêcher et de récolter les profits des poissons qui sont vendus en RDC, au Congo et en République centrafricaine.

D'après M. Mende, le porte-parole du gouvernement : « À Dongo, les attaquants avaient un seul et unique objectif : celui de chasser [les autres communautés d'une] bande de terre qu'ils considèrent comme leur appartenant ». M. Nyalua, l'analyste, estime quant à lui que les agressions continues des Boba ont laissé peu de choix aux Lobala.

Baril de poudre

Selon une source militaire de la Mission des Nations Unies en RDC (MONUC) qui a préféré garder l'anonymat : « les autorités de Kinshasa ont minimisé la gravité de la situation et l'ont laissée se détériorer avant de réagir. Le conflit à Dongo est un véritable baril de poudre, et personne ne sait comment le gérer ».

« À Kinshasa, ils ont traîné les pieds avant d'envoyer des policiers qualifiés », a dit l'infirmier Jude Liengo, qui appartient à l'ethnie Boba. Le gouvernement de la RDC a indiqué qu'une milice Lobala composée notamment de soldats démobilisés avait organisé, fin octobre, une attaque visant la police et les forces de

sécurité de Dongo. Les forces du gouvernement ont cependant réussi à reprendre la ville à la mi-décembre.

Les habitants ont pourtant continué de fuir. À la mi-janvier, plus de 107 000 d'entre eux avaient atteint la région de la Likouala, au Congo, selon le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). La plupart vivent entassés dans 70 sites situés dans une bande de 250 kilomètres le long de la rivière Oubangui.

De nombreux autres déplacés sont toujours en RDC. La République centrafricaine accueille quant à elle environ 17 000 réfugiés qui vivent temporairement dans des sites situés à proximité de la rivière Oubangui, dans la région de la Lobaye. Selon le HCR, au moins 60 pour cent des réfugiés sont des enfants, et nombre d'entre eux ont fui les orphelinats